



Communiqué de presse FSU 10/12/2018 Les Lilas

La situation appelle des réponses sociales fortes !

Face aux inégalités grandissantes et au sentiment d'abandon d'une grande partie de la population, le gouvernement doit apporter des réponses qui améliorent les conditions de vie de tous les salarié-es, chômeurs, retraité-es et jeunes : augmentation des salaires, des minima sociaux et des retraites, accès à des services publics de qualité sur tout le territoire, création d'emplois... La FSU demande l'ouverture de discussion à la Fonction publique où les salaires sont gelés et les perspectives de carrière bloquées.

Améliorer la cohésion sociale, défendre les valeurs qui fondent le modèle social, favoriser la transition écologique exige des services publics forts avec des agent-es véritablement reconnu-es. La FSU demande au gouvernement d'abandonner le projet de réforme de la Fonction publique tel qu'il est prévu à ce stade. Au contraire, pour répondre aux enjeux de société c'est d'une fonction publique renforcée dans ces moyens et missions, avec des agent-es conforté-es dans leur statut et leurs carrières dont le pays a besoin. Elle met en garde contre toute tentation d'utiliser une nouvelle fois la Fonction publique pour payer les nécessaires mesures sociales à prendre.

La FSU réitère également sa demande d'ouverture de discussions au ministère de l'Education nationale, avec les organisations de jeunesse et les organisations syndicales représentant les personnels afin de répondre aux inquiétudes et aux revendications des jeunes.

Le gouvernement ne pourra pas répondre à la crise profonde de notre pays sans dégager les moyens budgétaires nécessaires. Une réforme fiscale juste et plus redistributive et le rétablissement de l'ISF s'imposent.

Le gouvernement ne doit plus tergiverser et doit répondre à ces attentes aujourd'hui au risque d'aggraver encore les fractures de notre société.

C'est ce que portera la FSU ce matin à la réunion organisée par le gouvernement. Mais, alors que depuis plus de 18 mois, celui-ci gouverne sans entendre ni les alertes ni les revendications de la FSU, il ne pourra pas se cacher derrière cette réunion pour continuer sa politique si tel était son choix en faisant croire qu'elle serait partagée par les organisations consultées.

Pour la FSU, les annonces qui seront faites ce soir par le Président de la République relèveront de sa seule responsabilité. Elle les écoutera avec la plus grande attention et y répondra.